



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure
engagée à l'encontre de la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT
implantée à FONTENOY-SUR-MOSELLE**

N° 2024-0032

AIOT : 0003013207

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier l'article L. 171-8 ; L. 512-12-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-1261 du 25 février 2022 pris à l'encontre de la société OJIREL, implantée ZI de Gondreville à Fontenoy-sur-Moselle ;

Vu le courrier en date du 2 mai 2022 déclarant la reprise de l'exploitation de l'entrepôt de stockage « à blanc » situé ZI de Gondreville à Fontenoy-sur-Moselle par la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT dont le siège social se situe 12 rue Médéric à Paris (75017) ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 8 février 2023 lors de la visite de contrôle du site susvisé, consignés dans son rapport BV/IP/0685_2023 du 5 juin 2023 ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 17 janvier 2024 lors de la visite de contrôle du site susvisé, consignés dans son rapport BV/116_2024 du 26 janvier 2024 ;

Considérant que les éléments produits par l'exploitant établissent la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-1261 du 25 février 2022 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La mise en demeure décidée par l'arrêté préfectoral n° 2021-1261 du 25 février 2022 à l'encontre de l'établissement ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT situé ZI de Gondreville à Fontenoy-sur-Moselle est levée.

Article 2 : Voies et délais de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société ADVENIS PRPROPERTY MANAGEMENT - 12 rue Médéric, 75017 Paris - pour le site de Fontenoy-sur-Moselle.

dont copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Madame le maire de Fontenoy-sur-Moselle
- Madame la cheffe de l'Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est

et qui sera publié sur le site de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de deux mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **01 FEV. 2024**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF